

# « Détruire le terrorisme au Mali était une mission impossible »

La Croix le 17 février 2022 [ texte initial le 2 février]

-----

*tribune*

**Serge MICHAÏLOF**

Chercheur associé à l'**IRIS**, ancien cadre de l'Agence française de développement (**AFD**)

La **France** et ses alliés ont annoncé un « *retrait coordonné* » des troupes au Mali jeudi **17 février**. Comment expliquer les difficultés diplomatique et militaire françaises dans ce pays du Sahel? Pour le chercheur **Serge MICHAÏLOF**, une série de maladresses et d'erreurs d'interprétation ont conduit à cette situation. Il pointe en particulier un « *fétichisme* » de la **démocratie** et une vision erronée de la lutte contre le terrorisme.

Un manifestant tenant une pancarte « **À bas la Cedeao** (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) », lors d'une manifestation de masse pour protester contre les sanctions imposées au **Mali** et à la junte, par la **Cedeao**, à Bamako, le **14 janvier 2022**.

**Au Mali**, notre **fétichisme** à l'égard d'une **démocratie à bout de souffle** a conduit notre diplomatie à ajouter une série de maladresses à l'erreur initiale commise par le président **HOLLANDE** de transformer l'opération **Serval**, aux objectifs clairs et limités, en une **opération Barkhane** aux objectifs flous et inatteignables. Notre armée a brillamment arrêté le *rezzou* djihadiste qui aurait sans doute pu conquérir Bamako en **2013**. Mais lui demander ensuite avec **Barkhane** de détruire le terrorisme au **Mali** était lui confier une **mission impossible**.

D'abord, on ne combat pas au **Mali** le « terrorisme » comme **George W. BUSH** l'a fait, avec le succès qu'on lui connaît, en **Afghanistan** et en **Irak**. Le terrorisme est un mode d'action au service de buts politiques. Vouloir lui faire la guerre n'a pas de sens. Nous combattons au Sahel des ennemis multiples qui parfois utilisent le terrorisme comme mode d'action, mais qui ne dédaignent pas pour autant des actions armées typiques de la guérilla.

## **Business as usual**

La mise en place de **Barkhane** a laissé croire au président **Ibrahim Boubacar KEÏTA** fraîchement élu que, les Français s'occupant des djihadistes, la démocratie à la malienne pouvait se poursuivre « *business as usual* ». L'une de ses premières décisions a été d'acheter un avion présidentiel, avec sans doute un bon dessous de table, sur le budget de la défense ! Nous aurions alors dû quitter le **Mali** pour faire revenir à la raison un **président inconséquent**.

Nous avons ensuite toléré une armée malienne profondément corrompue où quelques généraux faisaient fortune pendant que nos soldats se faisaient tuer. Nous n'avons pas compris que cette **démocratie malienne était en phase terminale**, car incapable de ramener la sécurité et la justice dans le pays. Tous les observateurs attendaient par conséquent le **coup d'État, seul capable de dénouer la situation**.

Au lieu de négocier avec le nouveau régime militaire notre soutien sur une base de **realpolitik** contre une transition acceptable à leurs yeux, nous nous sommes bruyamment associés aux condamnations de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (**Cedeao**). Or la **Cedeao** est aussi un syndicat de chefs d'États soucieux de ne pas se faire renverser par un colonel. Nous n'avons pas à nous positionner en première ligne, car les interventions des institutions africaines ont alors paru instrumentalisées par la **France**. Nous avons bien accepté sans rien dire que le fils du président **DEBY** succède à son père et que **BONGO II** soit élu dans des conditions bien suspectes...

## **Un coup d'État prévisible**

Le deuxième **coup d'État de 2021** était aussi prévisible, car faisant suite à une ridicule tentative du nouveau président de marginaliser les poids lourds de la junte, ce qui était irréaliste. En échange du maintien de notre soutien militaire, politique et financier, nous aurions très probablement pu exiger un « **assainissement** » de l'armée sur le plan de la corruption, du népotisme et du comportement vis-à-vis des droits humains, assainissement qui était alors dans l'intérêt du chef de la junte pour enfin obtenir des résultats sur le plan de la sécurité. Nous l'avons au contraire « **cornérisé** » et il est allé chercher les **mercenaires russes de Wagner** pour se protéger.

Attention maintenant à ne pas recommencer les mêmes erreurs avec le **Burkina Faso**, dont le nouveau chef d'État a fait l'effort de rédiger un très sérieux manuel de contre-insurrection, alors qu'il s'exaspérait à juste titre de l'incapacité du régime à faire face à l'insécurité grandissante. Faisons-lui confiance et tentons un deal avec lui. Sinon nous offrons un véritable boulevard aux Russes. Les recettes du pétrole à **80** dollars le baril leur permet en effet de financer l'armée malienne et donc de

maintenir au pouvoir la junte le temps que les mines d'or prennent le relais pour payer les mercenaires du groupe **Wagner**.

## **Des sanctions qui vont toucher les plus pauvres**

Les sanctions de la **Cedeao** vont en premier frapper la population malienne la plus pauvre. Une sortie du **Mali** de la zone franc est d'ailleurs à terme logique car, avec le blocage des réserves de la **BCEAO** et l'assèchement de la liquidité des banques, il faudra bientôt faire imprimer des billets à Moscou pour payer les fonctionnaires.

Une telle sortie, si elle se concrétisait, se traduirait par des médicaments inabordables, par la faim, par l'asphyxie de financements vitaux. Déjà **13** ONG internationales ont tiré la sonnette d'alarme. Or la responsabilité de cet accroissement de misère nous sera attribuée. En effet, la junte manie avec intelligence l'arme nationaliste et les services du **GRU** russe inondent les réseaux sociaux d'Afrique de l'Ouest d'une propagande antifranaise extrêmement efficace à laquelle nous semblons incapables de répondre.

Si nous poursuivons au **Burkina** et en **Guinée** une politique fondée sur le **fétichisme de la démocratie** qui se limite à des **élections plus ou moins truquées** tous les cinq ans, nous réussirons le tour de force d'offrir aux Russes la possibilité de couper en deux l'Uemoa, ce qui sur le plan géopolitique sera quand même un tour de force.

Nous avons ignoré que la **démocratie au Sahel ne devrait pas se résoudre à soutenir des filous** et que, si l'enjeu est vraiment vital, **on peut s'allier un moment même avec le diable putschiste**. Ou comment transformer ce qui avait été l'opération courageuse, difficile et réussie que fut **Serval** en **2013**, en une sorte de **bérézina sahélienne** à petite échelle, en se demandant maintenant comment sortir l'armée de ce piège. **Quel gâchis !**